

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement

ARRETE PREFECTORAL

du 28 juin 2005

**fixant des prescriptions complémentaires à la société EMFI à Haguenau
au titre du livre V, titre 1^{er} du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 18 et 34-1,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** la décision de la Mission Inter Services de l'Eau du Bas-Rhin, en date du 27 novembre 2000 relative à la méthodologie d'intervention et aux objectifs de dépollution à atteindre dans le cas de pollutions concernant les eaux souterraines, en application de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse adopté par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996,
- VU** la demande présentée le 26 août 2003 par la société EMFI dont le siège social est au 14, rue de la Ferme Clauss, BP 30, 67501 HAGUENAU Cedex en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre ses activités de fabrication de colles et, *en régularisation*, de sa capacité de stockage de produits finis ainsi que d'employer et de stocker du MDI, à la même adresse,
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement (arrêtés préfectoraux des 5 janvier 1959 et 20 décembre 1960, récépissés de déclaration du 10 septembre 1957, 10 octobre 1978, 18 octobre 1985, 12 mai 1986, 24 juillet 1987),
- VU** le rapport de diagnostic de sol effectué par la société Ate-Geoclean daté de décembre 2002,
- VU** le mémoire de cessation d'activité établi par OTE Ingénierie en octobre 2004,
- VU** le rapport du 12 avril 2005 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques en date du 7 juin 2005,

CONSIDÉRANT la nécessité de compléter, dans le cadre de la cessation d'activité du site occupé depuis 1957, le diagnostic de sol réalisé en 2002 en prenant mieux en compte l'historique des activités exercées sur le site notamment pour ce qui concerne l'emplacement des sondages et les paramètres recherchés,

CONSIDÉRANT la nécessité, au vu de l'occupation historique du site et des variations du sens d'écoulement de vérifier l'adéquation du réseau de surveillance des eaux souterraines existant,

CONSIDÉRANT la nécessité de poursuivre les travaux de dépollution engagés et de définir les conditions de leur arrêt,

APRÈS communication à la société EMFI du projet d'arrêt,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

La société EMFI, ci-après désignée par : « l'exploitant », dont l'adresse du siège social est 3, rue Ettore Bugatti, BP 40030, 67501 Haguenau Cedex est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants concernant son site du 14, rue de la Ferme Clauss à Haguenau, dont les activités ont cessé définitivement.

Article 2 - DIAGNOSTIC APPROFONDI

A l'échéance du 30 septembre 2005, un diagnostic approfondi du site sera effectué selon la méthodologie décrite dans le guide de gestion des sites pollués, édité par le BRGM.

A l'issue du diagnostic approfondi **et dans le même délai**, un rapport de synthèse sera transmis à l'inspection des installations classées, ce rapport de synthèse comportera notamment :

- une introduction rappelant notamment les raisons ayant conduit à mener ces investigations ;
- une description du site, comprenant entre autres les conditions générales locales au moment des investigations, la localisation et l'identification des sources de pollution (reconnues), celles des cibles qui devraient être prises en considération pour les évaluations détaillées des risques, en particulier l'usage envisagé pour le site étudié et son environnement. Le schéma conceptuel (source, transfert, cible) sera ainsi précisé ;

- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations, avec notamment :
 - une justification du choix des substances retenues pour la réalisation du diagnostic approfondi,
 - une description de la campagne d'investigations élaborée, par milieu,
 - les méthodes et techniques retenues, et les raisons du choix,
 - les précautions prises (risques pour les personnes, pour l'environnement) ;
- une description des travaux de terrain, en séparant les phases de prélèvement, de constitution des échantillons, de conditionnement, de transport, mais aussi en indiquant les éventuels incidents survenus au cours de ces étapes, et les précautions prises pour assurer l'intégrité des échantillons ;
- la chaîne analytique retenue (société en charge de l'échantillonnage, laboratoire d'analyses, éventuel prestataire, préparation, type d'analyses, mode d'étalonnage et nature des étalons, limites de dosabilité, degré de précision, ...) ;
- les résultats bruts obtenus (observations de terrain, résultats des analyses), par milieu étudié ;
- la justification du choix des cibles qui seront prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (homme, ressources en eau, écosystèmes, biens matériels) ;
- la détermination de la zone de la nappe phréatique impactée par les substances provenant du site et leurs produits de dégradation à des valeurs supérieures ou égales aux valeurs de constats d'impact (VCI) eaux usage sensible.

Article 3 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'adéquation du réseau de surveillance existant (vis à vis de l'occupation historique, des variations du sens d'écoulement ...) devra être précisée à l'occasion de la réalisation du diagnostic approfondi susmentionné.

Une campagne d'analyse des eaux souterraines en période de basses eaux et en période de hautes eaux, portant sur l'ensemble des substances mises en œuvre sur le site, seront au moins réalisées en 2005 dans les ouvrages aval (PZ1 et PZ4 notamment).

Le niveau piézométrique sera relevé systématiquement pour une mise à jour du sens d'écoulement.

Les résultats commentés seront transmis à la Drire et au BRGM à Lingolsheim.

Les résultats de la dernière campagne seront accompagnés de propositions argumentées concernant les modalités ultérieures de surveillance du site.

Article 4 – ARRET DES TRAVAUX DE DEPOLLUTION

Les travaux de dépollution par venting et excavation mis en œuvre sur les 2 secteurs pollués identifiés en 2002 seront poursuivis jusqu'à validation de leur efficacité par la production d'un calcul de risque résiduel au regard de l'usage ultérieur du site et des possibilités d'impact des eaux souterraines, adressé à la Drire.

Article 6 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie d'Haguenau et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 7 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la société EMFI.

Article 8 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 10 – EXECUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet d'Haguenau,
- le Maire d'Haguenau,
- le Directeur départemental de la sécurité publique,
- les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société EMFI.

LE PRÉFET,

Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).